



Le sommet des « Amis de la Syrie » à Paris : Les puissances impérialistes se préparent à une guerre contre la Syrie

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 23 avril 2012

[wsws.org](#) 23 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

Les prétendus « Amis de la Syrie, » c'est-à-dire les grandes puissances impérialistes, leurs alliés de l'OTAN et les monarchies du Golfe, se sont réunis jeudi soir à Paris pour accélérer leurs préparatifs de guerre contre la Syrie.

À ce sommet, la ministre américaine des Affaires étrangères Hillary Clinton a déclaré : « Je pense que nous devons en faire davantage pour mener des actions plus fortes contre le régime d'Assad. » Elle a appelé à une « résolution sur les sanctions du chapitre 7 » de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies, référence à la disposition de la Charte de l'ONU qui autorise les interventions militaires contre d'autres pays. Elle a insisté en faveur de sanctions sur les déplacements et les avoirs financiers, ainsi qu'en faveur d'un embargo sur les armes « Et la pression que cela nous permettra d'exercer sur le régime pour le contraindre à se conformer au plan en six points de Kofi Annan. »

L'invocation par Clinton du plan de paix d'Annan était complètement cynique. Depuis le premier jour, les États-Unis se sont servis du cessez-le-feu obtenu par Annan comme d'un piège pour le régime du président syrien Bashar el-Assad. Tout en feignant de soutenir la « paix, » Washington a continué à insister pour dire que l'objectif de ce processus est le départ d'Assad et a tacitement soutenu les bombardements et autres attaques toujours menées par l'opposition syrienne financée et armée par les occidentaux contre les forces de sécurité du gouvernement Syrien. L'idée était, dès le départ, de provoquer le régime pour qu'il riposte contre les forces de l'opposition puis de se servir des violations du cessez-le-feu par Assad comme prétexte pour une intervention militaire plus forte.

Appelant soi-disant à la « paix » dans une phrase, Clinton aussitôt après annonçait une aide américaine accrue aux forces de l'opposition. Elle a annoncé que les États-Unis allaient « Etendre notre soutien à l'opposition syrienne en matière de communications, de logistique, et autres domaines. » Elle a également dit que les États-Unis envisageaient la possibilité de coordonner l'aide aux groupes de l'opposition en Syrie en lien avec la Turquie.

Les reportages ont fait remarquer que Clinton était en discussions étroites au sommet de Paris avec le Prince Saud al-Faisal, ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite. Le Qatar et l'Arabie saoudite ont officiellement annoncé, lors du sommet des « Amis de la Syrie

» à Istanbul le 1er avril, qu'ils payaient les « rebelles ». D'après certains reportages, il y a déjà des forces spéciales américaines, françaises, britanniques et des Etats du Golfe opérant sur le territoire Syrien.

Clinton a également indiqué un rôle possible pour l'OTAN en Syrie. Elle a fait référence à un incident frontalier qui a eu lieu le 9 avril durant lequel les forces syriennes auraient tiré par-delà la frontière turque, blessant quatre Syriens et deux employés turcs d'un camp de réfugiés. Le régime syrien affirme que ses troupes ont été attaquées depuis le territoire turc avant de tirer. La région de la Turquie qui borde la Syrie est la principale base d'opérations de l'Armée syrienne libre d'opposition.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a réagi à cet incident la semaine dernière en mentionnant l'article 5 du traité de l'OTAN. Cet article dispose qu'une attaque contre un membre de l'OTAN est une attaque contre tous les membres de l'OTAN et peut se voir opposer une riposte d'ensemble. Invoquer l'article 5 autoriserait l'OTAN à attaquer la Syrie sans avoir à obtenir une résolution du Conseil de sécurité s'appuyant sur le chapitre 7 de l'ONU, laquelle est pour le moment bloquée par la Russie et la Chine.

Une résolution du chapitre 7 autorise le Conseil de sécurité à engager des actions militaires pour « restaurer la paix internationale et la sécurité. » La résolution 1973 adoptée le 17 mars 2011 avait ainsi donné la couverture légale à la guerre des États-Unis et de l'OTAN pour un changement de régime en Libye.

Le président français Nicolas Sarkozy a donné le ton au sommet de Paris. Il a accusé Assad d'être un menteur et l'a comparé au dirigeant Libyen Mouammar Kadhafi, tué à la fin de la guerre en Libye par les « rebelles » soutenus par l'occident.

« Bashar el-Assad ment de façon éhontée, il veut rayer de la carte Homs comme Kadhafi voulait rayer de la carte Benghazi. » a déclaré Sarkozy sur la radio *Europe 1*. Puis il a appelé à « L'établissement de couloirs humanitaires pour qu'une opposition puisse exister en Syrie. »

Tout cela veut dire que les puissances impérialistes ont décidé que le scénario libyen se répétera en Syrie. Comme dans le cas de la Libye, les mensonges les plus cyniques sont utilisés pour justifier un bain de sang.

En fait, Kadhafi n'a jamais tenté de « rayer de la carte Benghazi. » L'OTAN, pour sa part, a coordonné des bombardements massifs avec ses intermédiaires de la « rébellion » au sol – aidés par les forces spéciales européennes et américaines – en prétendant « protéger les civils. » Ce faisant, les Américains, les Français, les Britanniques et leurs complices de l'OTAN ont tué des dizaines de milliers de Libyens et ravagé des villes entières, dont Tripoli et Sirte.

Jeudi, les Nations Unies et la Syrie ont signé un accord pour envoyer 300 inspecteurs en Syrie observer la situation. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a pendant ce temps-là démontré le rôle de l'ONU comme instrument de la politique impérialiste des États-Unis en accusant Assad d'être entièrement responsable des violations du cessez-le-feu. Il a dénoncé le gouvernement Syrien pour ne pas avoir appliqué entièrement « ses obligations initiales concernant les actions et le déploiement de ses troupes, ou de le faire rentrer dans leurs casernes. »

Témoignant devant le congrès américain le même jour, le ministre de la Défense Léon Panetta et le général Martin Dempsey, président de la conférence des chefs d'Etat-major, a donné des signaux clairs que les États-Unis sont prêts pour la guerre. Dempsey a déclaré que l'armée américaine serait prête à agir si on le lui demandait.

Panetta a dit : « Je pense qu'il est clair que la seule manière dont les États-Unis pourraient s'impliquer militairement est s'il y a un consensus dans la communauté internationale pour tenter de faire quelque chose de cet ordre. » Il a ajouté qu'Assad « sera retiré du pouvoir. »

Ce pays d'importance stratégique au Moyen-Orient est la proie de conflits armés depuis 13 mois. Peu après que des manifestations ont éclaté contre Assad en mars 2011, les puissances occidentales ont saisi l'occasion pour monter une intervention. Ouvrant avec la Turquie et les dictatures du Golfe, ils ont armé l'Armée syrienne libre et les autres groupes rebelles sunnites sectaires, leur permettant de mener des attentats contre des bâtiments publics et les forces de sécurité.

Les préparatifs de guerre contre la Syrie font partie d'un plan plus large pour mettre tout le Moyen-Orient directement sous contrôle impérialiste. Dans un entretien accordé à *CNN* jeudi, le ministre de la Défense israélien Ehud Barak, qui avait rencontré Panetta à Washington, a dit que la chute d'Assad « affaiblirait l'Iran de façon spectaculaire. » Il a poursuivi : « C'est en quelque sorte le seul avant-poste des Iraniens dans le monde arabe. Les Iraniens ne sont pas des Arabes, et cela affaiblira spectaculairement à la fois le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza, et ce sera un événement très positif. »

Comme pour la Libye, la France joue un rôle prépondérant dans l'installation d'un régime pro-occidental en Syrie, l'une de ses anciennes colonies. Vendredi, seulement deux jours avant le premier tour des élections présidentielles du 22 avril, François Hollande, candidat du Parti socialiste, a rassuré les alliés de la France sur son soutien à la guerre en Syrie. « Si elle se fait dans le *cadre* de l'ONU, nous participerons à cette intervention, » a-t-il déclaré.

Article original, [WSWS](#), paru le 21 avril 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Johannes Stern](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Johannes Stern](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca